



Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante

2570, rue Nicolet, bureau 301

Montréal, (Québec), H1W 3L5

Tél. : (514) 390-0110

Fax : (514) 390-8415

Site internet : [www.asse-solidarite.qc.ca](http://www.asse-solidarite.qc.ca)

Courriel : [executif@asse-solidarite.qc.ca](mailto:executif@asse-solidarite.qc.ca)

## **RÉSUMÉ DES MANDATS ADOPTÉS AU CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DE L'ASSOCIATION POUR UNE SOLIDARITÉ SYNDICALE ÉTUDIANTE LE 28 AOÛT 2004 À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL**

### **REVENDEICATIONS**

• Qu'un projet de plate-forme de revendications soit élaboré par le Congrès extraordinaire du 28 août, diffusé le plus largement possible et soumis à la consultation des assemblées générales locales;

Que le Congrès régulier d'automne adopte une plate-forme officielle sous forme d'ultimatum lancé au gouvernement du Québec.

• Considérant que l'éducation est un droit, non un privilège et que, par conséquent, elle se doit d'être gratuite;

Considérant que la réforme des prêts et bourses constitue une augmentation des coûts reliés aux études qui cible particulièrement les plus pauvres;

Considérant qu'une augmentation de l'endettement étudiant accroît la pauvreté étudiante;

Considérant que le gouvernement menace de libéraliser les droits de scolarité des étudiants étrangers et les étudiantes étrangères;

Considérant que les universités Concordia et McGill prescrivent des droits de scolarité aux étudiants étrangers et étudiantes étrangères au-dessus de ce que prévoit la politique gouvernementale;

Nous exigeons :

- L'abolition de la réforme du régime d'aide financière aux études;
- L'annulation rétroactive des coupures dans le système des prêts et bourses;
- Que les frais de scolarité ne soient pas augmentés et ce pour l'ensemble de la communauté étudiante;
- L'application de la politique gouvernementale sur les frais de scolarité des étudiantes étrangères et des étudiants étrangers;
- Un réinvestissement massif en éducation sans couper dans les autres programmes sociaux;

Nous proposons d'orienter notre société :

- Vers un système d'éducation universel et gratuit;
- Vers la conversion des prêts en bourses et vers une plus grande autonomie des étudiantes et étudiants prestataires de l'aide financière aux études dans une perspective de salariat étudiant (jeunes travailleurs et travailleuses intellectuel-le-s);
- Vers un revenu minimum garanti permettant à l'ensemble de nos concitoyens et concitoyennes de vivre décemment.

· Considérant que la réforme annoncée dans le réseau collégial concède plus d'autonomie;

Considérant que plus d'autonomie aux cégeps : favorise un réseau collégial à plusieurs vitesses; signifie la remise en question du caractère universel de la formation générale; favorise l'ingérence de l'entreprise privée dans la formation; favorise la sous-traitance et les attaques anti-syndicales;

Considérant que le tout provoquera une baisse de la qualité de l'enseignement, de l'accessibilité et de la diversité des programmes.

Nous exigeons le maintien de l'intégrité du réseau public des cégeps.

## **PLAN D'ACTION**

· Que se tienne une campagne de mobilisation sur les prêts et bourses, accompagnée d'une campagne préventive sur la question du réseau public d'enseignement collégial.

· Septembre : que les associations locales prennent position sur les revendications et le plan d'action;

· Que se tienne une campagne d'information et de mobilisation sur la question des prêts et bourses :

- 30 août au 24 septembre : semaines d'information, de mobilisation et d'action sur les prêts et bourses, visant spécifiquement les bureaux des prêts et bourses.

- Afin d'amorcer la campagne de mobilisation contre les modifications au régime de prêts et bourses, que des kiosques pour distribuer des formulaires de plainte faisant état de l'endettement des étudiantes et étudiants, des problèmes qu'ils et elles ont suite à ces modifications (retard de l'aide, baisse du montant des bourses, etc.), et des solutions qu'ils et elles proposent, soient tenus pour identifier les problèmes les plus criants et informer les étudiantes et les étudiants des moyens qui sont mis en oeuvre pour les contrer.

· Qu'un camp de formation soit tenu les 10, 11 et 12 septembre 2004 avec les thématiques suivantes :

1-Femmes

2-Prêts et bourses

3-Histoire du mouvement étudiant

4-S'organiser dans une association étudiante

5-Privatisation

6-Réforme collégiale

7-Moyens de pression

Que 4 ateliers soient à l'horaire du samedi et 3 à l'horaire du dimanche et qu'il y ait une projection de films des Lucioles.

- Que le Congrès régulier d'automne se tienne les 25 et 26 septembre à Sherbrooke.
  
- Que l'ASSÉ appelle à participer aux mobilisations les 13 et 14 octobre en opposition au Forum national et afin de faire valoir ses positions sur l'Aide financière aux études.
  - Que les associations locales organisent des journées d'étude locales sur l'offensive libérale entre le 4 et le 14 octobre.
  
- Que l'ASSÉ, pour l'année à venir, n'exclue aucun moyen afin de renverser les coupures et les réformes aux prêts et bourses et pour réaliser la conversion des prêts et bourses.
  - Ainsi que le Congrès des 25 et 26 septembre lance un ultimatum au gouvernement concernant les revendications de l'ASSÉ. Cet ultimatum devra être lancé à la lumière de la campagne d'information et de mobilisation du mois de septembre et en considérant l'état de la mobilisation et des possibilités d'établir un réel rapport de force.
  - Qu'un Congrès sur le thème « bilan des mobilisations et perspectives de grève » soit convoqué par l'exécutif de l'ASSÉ au moment jugé opportun, au plus tard le 24 octobre. Le tout dans la perspective d'une escalade des moyens de pression pouvant mener à une grève générale illimitée.
  
- Dans le cas d'une campagne sur la refonte des cégeps, que les associations universitaires suivent le mouvement collégial dans sa lutte, entre autres en amorçant une réflexion sur les conséquences de la refonte sur l'ensemble du système d'éducation.
  
- Que l'ASSÉ appuie la manifestation pro-choix du 3 octobre.